



La Fondation du droit de l'Ontario

Notre vision

La Fondation du droit de l'Ontario veut faire progresser l'idée d'un système juridique vraiment accessible à tout le monde. La Fondation est reconnue comme chef de file, grâce à ses formules originales de partenariat visant à soutenir et à favoriser le développement d'une société juste.

Notre mission

La Fondation du droit de l'Ontario se donne comme mission de renforcer l'avancement des connaissances juridiques, l'excellence au sein de la profession et la participation au système juridique. La Fondation subventionne des programmes et initiatives dans le but de promouvoir et d'améliorer l'accès à la justice pour toute la population ontarienne.

Conseil d'administration

Personnes nommées par le Barreau du Haut-Canada :



Larry Banack
Président
Koskie Minsky LLP
Avocats



Mark J. Sandler
Cooper & Sandler
Avocats



Paul Schabas
Blake, Cassels
& Graydon LLP
Avocats



Mark D. Leach
Sous procureur
général adjoint
Divisions des services
de justice à la famille
Ministère du Procureur
général



Lorne M. Sossin
Professeur
faculté de droit
Université de Toronto

Personnel



La Fondation du droit de l'Ontario
20, rue Queen Ouest, bureau 3002, C.P. 19, Toronto (ON) M5H 3R3
Tél. 416 598-1550 Téléc. : 416 598-1526 www.lawfoundation.on.org

Personnes nommées par le Procureur général :

Assis (de g. à dr.) :

Adriana Suppa, conseillère en communications
Arta Tafaj, coordonnatrice administrative principale
Toomie Allen, coordonnatrice administrative
Gina Papageorgiou, avocate, Comité des recours collectifs
Alida De Lorenzi, responsable des subventions

Debouts (de g. à dr.) :

Ayumi Bailly, directrice, politiques et programmes
Tacia Estrela, adjointe de bureau
Tanya Lee, directrice de projet, accès rural
et linguistique à la justice
Brian Johns, adjoint de projet
Elizabeth Goldberg, chef de la direction
Irene Geridis, directrice, comptabilité et administration
Barbara Stewart, secrétaire exécutive
Mary Shannon Brown, directrice exécutive

Rapport du président

2008 a été une autre année record pour la Fondation du droit de l'Ontario. En plus d'une hausse de 25 % des demandes de subvention, nous avons distribué notre plus grosse somme jusqu'à maintenant (11,9 millions \$ par rapport à 10,4 millions \$ en 2007). Nous avons aussi mis en oeuvre un certain nombre de nouveaux projets afin d'être plus présent dans la province et d'améliorer nos services. Un grand nombre des activités de la Fondation en 2008 vont continuer au cours des prochaines années.



En 2008, la Fondation a encore une fois montré qu'elle prend au sérieux sa vision « de faire progresser l'idée d'un système juridique vraiment accessible à tout le monde ». En 2007, nous avons identifié deux obstacles principaux à l'accès à la justice : ceux que connaissent les gens qui ne parlent ni l'anglais ni le français, et ceux qui vivent dans les régions rurales ou éloignées de la province. Nous avons réagi à ces problèmes par le biais de la campagne de 2006 pour le Fonds sur le droit et l'innovation. En 2008, la Fondation a demandé à George Thomson et Karen Cohl d'effectuer des consultations dans toute la province et de suggérer des recommandations dans le but de trouver des solutions systémiques à ces deux obstacles. Leur rapport, *Communiquer malgré les différences de langue et la distance*, décrit comment la Fondation, grâce au financement stratégique, pourrait arriver à améliorer l'accès à la justice. Le rapport, qui est bien documenté, visionnaire et pratique, a donné à la Fondation beaucoup de choses à faire en 2009 et dans les années à venir. Au nom de la Fondation, je veux remercier George et Karen d'avoir mené à bien un projet d'envergure qui n'était pas facile. En 2009, la Fondation a l'intention de se servir du rapport pour faire progresser les choses.

Une autre initiative importante en 2008 a été les activités visant à rejoindre le public, conçues pour rehausser le profil de la Fondation auprès des organismes sans but lucratif à l'extérieur de la région de Toronto et auprès des établissements postsecondaires, plutôt que des écoles de droit. Grâce aux journées portes ouvertes qui ont lieu dans 14 villes en Ontario, nous avons rencontré 150 organismes sans but lucratif et plus de 30 universités et collèges communautaires. Les réactions à nos présentations ont été très positives et nous avons déjà constaté les effets par la hausse du nombre de demandes de subvention ainsi que sa diversité.

Par la même occasion où nos activités de financement ont augmenté, nous avons continué à insister sur l'efficacité opérationnelle. Avec l'appui du ministère du Procureur général et du Barreau du Haut-Canada, nous avons pu modifier notre règlement interne pour permettre l'envoi électronique du Formulaire 1, ce qui va vraiment simplifier les choses pour les détenteurs de permis. Nous avons aussi fait plusieurs changements dans le bureau pour maximiser l'utilisation de la technologie, modifier notre modèle de dotation en personnel et améliorer nos pratiques administratives de façon à être prêts à réagir en fonction des défis qui vont se présenter

pour les années prochaines. Nous n'avons pas perdu de vue non plus l'importance de gérer prudemment les revenus, les placements et les dépenses. Notre tradition de gestion financière efficace va continuer malgré le ralentissement économique et nous sommes en mesure de respecter tous nos engagements financiers en 2009.

Ce ne sont là que quelques-uns des points saillants en 2008. Notre plus grande réussite, cependant, est le soutien que nous pouvons accorder à nos détenteurs de subvention, ainsi que l'appui que nous recevons de la part de nos partenaires. Je suis content d'avoir été le président de la Fondation au cours des cinq dernières années, et je sais que le nouveau président, Mark Sandler, va trouver ce rôle aussi enrichissant que moi. J'ai eu un grand plaisir de travailler avec plusieurs gens et des organismes dévoués, c'est-à-dire nos détenteurs de subvention, le Barreau du Haut-Canada, le ministère du Procureur général, Aide juridique Ontario, et les autres fondations du droit partout dans le pays, le Barreau de l'Ontario ainsi que le système judiciaire et les écoles de droit entre autres. J'ai été particulièrement inspiré par le dévouement et l'enthousiasme de tous mes collègues et les membres du Comité des recours collectifs qui comptent sur le soutien énergique du personnel de la Fondation.

J'aimerais remercier tous les partenaires, détenteurs de subvention, administrateurs et le personnel de la Fondation, du temps, de l'énergie et du talent que vous avez consacré pour vous assurer que la Fondation du droit de l'Ontario puisse remplir son mandat, soit de promouvoir et d'améliorer la justice pour toute la population de l'Ontario.



Larry Barack
Président

Qui nous sommes

Depuis plus de trente ans, la Fondation du droit de l'Ontario se consacre à améliorer l'accès à la justice, la participation du public au système de droit, à faire progresser les connaissances en matière juridique et à promouvoir l'excellence dans la profession.

La Fondation est la seule organisation permanente des universités de l'Ontario qui agit pour améliorer l'accès à la justice, la participation du public au système de droit, à faire progresser les connaissances en matière juridique et à promouvoir l'excellence dans la profession. Elle agit en tant que pont entre le monde universitaire et le monde de la justice. Elle agit en tant que pont entre le monde universitaire et le monde de la justice. Elle agit en tant que pont entre le monde universitaire et le monde de la justice.

La Fondation est une organisation à but non lucratif qui agit pour améliorer l'accès à la justice, la participation du public au système de droit, à faire progresser les connaissances en matière juridique et à promouvoir l'excellence dans la profession.

qui a été créé en 1992. Ce fonds donne un soutien financier aux parties de poursuites concernant des recours collectifs.



La Fondation du droit de l'Ontario
Des fondations plus solides pour la justice en Ontario

Construire...

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

La Fondation favorise l'excellence professionnelle par l'intermédiaire de divers organismes et initiatives. Voici quelques exemples de subventions d'activités de perfectionnement professionnel que la Fondation a distribuées en 2008. La liste complète des subventions approuvées en 2008 se trouve aux pages 12 à 15.

CANADIAN CENTRE FOR ELDER LAW (CCEL)

4e congrès annuel canadien sur le droit des personnes âgées

Le CCEL a été créé en 2003 et se consacre à la création et à la promotion de la recherche en matière de droit afin de favoriser la dignité et la sécurité des personnes âgées au Canada. En 2008, le CCEL a tenu son 4e congrès annuel canadien sur le droit des personnes âgées – un forum national et international d'envergure sur les questions de droit et les problèmes touchant les personnes âgées. La Fondation a contribué au congrès pour payer le développement professionnel des avocats, juges et autres spécialistes des lois pour personnes âgées en Ontario.

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS NOIRS EN DROIT DU CANADA (AEND)

17e congrès annuel : *Black Canadian Achievement in Law*

Organisme national sans but lucratif, l'AEND a été créé en 1991 dans le but d'éliminer les obstacles systémiques et autres auxquels font face les étudiants noirs qui veulent s'inscrire aux écoles de droit et faire carrière dans la profession juridique. Depuis sa création, l'organisme organise un congrès national pour les étudiants noirs en droit, qui bénéficie du soutien de la Fondation depuis 2002. Les congrès annuels sont l'occasion pour les membres de l'association de rencontrer des enseignants et praticiens afin de discuter des besoins et objectifs professionnels, et de favoriser l'excellence dans la profession. La Fondation a remis des fonds à l'association pour permettre aux étudiants en droit de l'Ontario d'aller assister au congrès à Vancouver.

FÉDÉRATION DES JURISTES ASIATIQUES-CANADIENS (FACL)

Deuxième symposium annuel : *Asian Canadian Lawyers in Action*

La FACL est un organisme sans but lucratif qui travaille étroitement avec les associations et organismes communautaires asiatiques-canadiens ainsi que les organismes faisant partie du National Asian Pacific American Bar Association, dont l'objectif est de promouvoir l'équité, la justice et les possibilités pour les Asiatiques-Canadiens aussi bien dans la profession juridique que dans la collectivité. La Fondation a payé le coût du deuxième symposium annuel de la FACL, qui est un forum pour échanger des idées sur les problèmes juridiques qui touchent les Asiatiques-Canadiens, pour examiner les divers types de discrimination et de racisme que doivent affronter diverses collectivités asiatiques en Ontario et suggérer des façons proactives de surmonter les obstacles afin d'accéder à la justice et la profession juridique. On peut trouver le résumé de cet événement, qui a attiré beaucoup de gens, sur le site Web de la FACL à l'adresse http://www.facl.ca/documents/FACL_Conference_Summary_Report.pdf.

LE BARREAU DU HAUT-CANADA

Éducation à l'intention des parajuristes/éducation sur l'accès à la justice

En 2007, les responsabilités du Barreau se sont élargies pour inclure la réglementation des parajuristes. L'Ontario est donc le premier territoire en Amérique du Nord à le faire de cette façon. Dans le cadre de ces nouvelles responsabilités, le Barreau organise maintenant un processus d'accès à la profession annuel qui évalue avec soin les connaissances, compétences et habiletés de tous les postulants et postulantes au titre de parajuriste. La Fondation fait généralement une contribution pour payer le volet éducatif du processus d'accès à la profession des avocats et avocates. En 2008, la Fondation a assuré le financement du volet éducatif du processus d'accès à la profession pour les parajuristes, qui comprend les services de soutien pour les candidats et candidates ayant des besoins spéciaux, la préparation et la traduction du matériel éducatif, des initiatives d'information en ligne et d'autres ressources. Ce nouveau système de réglementation pour les parajuristes aidera à améliorer l'excellence de la profession et à fournir au public plus de protection et un meilleur accès à la justice.

L'excellence au sein de la profession juridique

UNIVERSITÉ DE WATERLOO, ÉCOLE DE COMPTABILITÉ ET DE FINANCE (UW)

Ethics, the Professional Service Firm and Corporate

Governance: A Study of Professional Autonomy and Ethical Decision-making in Large Corporate Law Firms

Les chercheurs de l'Université de Waterloo collaborent avec le centre de la profession juridique de l'Université de Toronto (qui est aussi financé par la Fondation) et le Canadian Business Ethics Research Network afin d'effectuer une nouvelle étude échelonnée sur deux ans et demi qui va permettre de poursuivre le travail déjà effectué par la même équipe de recherche. L'étude actuelle, financée par la Fondation et l'Alberta Law Foundation, examine les facteurs qui ont une influence sur la prise de décision fondée sur l'éthique des avocats travaillant dans les grands cabinets juridiques au Canada. L'autre projet de l'équipe de recherche portait sur les influences sur l'éthique d'avoir un conseiller juridique sur place dans les grandes entreprises; la nouvelle étude va examiner la précision de la perception que les cabinets juridiques du secteur privé peuvent donner des conseils plus impartiaux que les avocats de l'entreprise.

NATIVE LAW CENTRE (NLC)

Soutien au mandat du Centre juridique pour les Autochtones

Le NLC a été créé en 1975 à l'Université de Saskatchewan et a été intégré à l'École de droit de l'université en 1984. Le mandat de l'organisme est de faciliter l'accès à l'enseignement juridique pour les Autochtones, promouvoir le développement du droit et du système juridique au Canada



Présidents de l'Association des étudiants noirs en droit du Canada

afin de mieux favoriser le développement des peuples et communautés autochtones, et disséminer l'information concernant les Autochtones et le droit. La Fondation, de pair avec cinq autres fondations juridiques au Canada, a remis des fonds pour aider la bibliothèque de droit autochtone du NLC et le programme d'étude juridique pour les Autochtones, un cours préparatoire de huit semaines pour les élèves autochtones partout au Canada. Le cours, qui est enseigné par des professeurs de droit, est conçu pour aider les étudiants à développer les compétences nécessaires pour réussir dans une école de droit

COMITÉ CONSULTATIF SUR LE PROFESSIONNALISME DU JUGE EN CHEF DE L'ONTARIO

Congrès : Lifelong Learning and Professionalism

Le Comité consultatif sur le professionnalisme du juge en chef de l'Ontario a été créé en 2000 dans le but de « main-

tenir et d'encourager les aspects de la pratique du droit qui en font une profession savante et fière ». En partenariat avec le centre de la profession juridique de l'Université de Toronto (qui est aussi financé par la Fondation), ce congrès d'une journée a pour but d'explorer l'étendue et l'importance de l'apprentissage pendant toute la vie, de voir ce que l'on peut apprendre des autres régions et de voir le rôle de divers intervenants de la profession juridique pour l'avancement de l'éducation du professionnalisme. La journée s'est terminée avec la présentation annuelle Goodman 2009 donnée par l'honorable juge Stephen Goudge, de la Cour d'appel de l'Ontario, qui s'appelait « Looking Back and Looking Forward on Learning in Professionalism ». On peut se procurer des copies des présentations du congrès et des émissions sur Internet au site <http://www.clp.utoronto.ca>

THE FOUNDATION FOR LEGAL RESEARCH (FLR)

Recherche juridique

La FLR, créée en 1957, veut aider la recherche académique sur les règles de droit (recherche sur la doctrine), les dessous du système juridique et les relations entre les règles de droit et les autres disciplines comme la criminologie, la psychologie, la psychiatrie, la sociologie et l'économie. La Fondation et la Law Foundation of British Columbia accordent des fonds et un soutien administratif à la FLR, pour lui permettre de donner un plus grand nombre de subventions aux chercheurs dans le domaine juridique.

ÉCOLES DE DROIT DE L'ONTARIO

Depuis de nombreuses années, la Fondation soutient financièrement toutes les écoles de droit de l'Ontario en donnant des subventions annuelles pour des activités de perfectionnement et de communication avec les étudiants. En plus de ces subventions annuelles, les écoles sont aussi admissibles à faire une demande de subvention auprès de la Fondation pour des projets ponctuels. Les projets ci-dessous viennent illustrer les deux types de subvention et ne sont là que de petits exemples des activités axées sur les étudiants financées par la Fondation.

UNIVERSITÉ D'OTTAWA, ÉCOLE DE DROIT (DROIT CIVIL)

Programme d'été Weeshuweoon

Le programme d'été Weeshuweoon est un programme à suivre avant l'école de droit, offert aux étudiants des collectivités autochtones dans le but de faciliter l'accès aux études de droit à temps plein. Ce cours intensif de trois semaines est donné en territoire cri et réunit des étudiants autochtones, des étudiants en droit non autochtones et des aînés des collectivités cries. Le cours porte sur les différences entre les traditions juridiques en examinant un sujet précis comme par exemple les lois en matière de propriété des Cries, de chacun des systèmes différents.

UNIVERSITÉ D'OTTAWA, ÉCOLE DE DROIT (COMMON LAW)

Clinique juridique environnementale Écojustice de l'Université d'Ottawa

En partenariat avec Écojustice (qui s'appelait avant Sierra Legal Defence Fund), et avec le soutien de la Fondation et de la McConnell Family Foundation, l'Université d'Ottawa a créé la première clinique de droit et de politique environnementale interdisciplinaire au Canada. La clinique donne la possibilité aux étudiants d'acquérir de l'expérience dans plusieurs types de services juridiques comme par exemple l'éducation juridique dans la collectivité, les conseils juridiques sommaires, les demandes de réforme

du système juridique, les représentations devant les organismes administratifs et l'aide lors des contentieux. Les organismes communautaires ont ainsi accès à des équipes d'experts interdisciplinaires.

UNIVERSITÉ DE TORONTO, ÉCOLE DE DROIT **Centre pour la profession juridique**

Grâce à une subvention de création accordée par la Fondation, l'objectif du centre est d'élargir et de renforcer la compréhension et les relations entre le professionnalisme, l'éthique et le service à l'intention du public. Le centre offre aussi des programmes universitaires, une communication avec la profession juridique et met en valeur le service à l'intention du public et le leadership auprès des étudiants. Le centre regroupe des leaders du secteur universitaire, des cabinets privés, des groupes d'intérêts juridiques et publics afin d'avoir des discussions au sujet des capacités, des jugements et actions nécessaires pour que les avocats puissent faire leur travail efficacement.

UNIVERSITÉ DE WINDSOR, ÉCOLE DE DROIT **Services de médiation (UWMS)**

Ce service a été créé afin de répondre aux besoins croissants de médiation et de résolution des litiges pour l'université et les collectivités de Windsor-Essex. Le programme permet aux étudiants et étudiantes en droit d'apprendre et de pratiquer toute une série de compétences en résolution des conflits. Il offre aussi des services de médiation gratuits aux collectivités de la région en se fondant sur le concept que les principes et techniques de médiation peuvent non seulement régler les litiges privés, mais également avoir un rôle important dans le développement de la collectivité. Les initiatives de ce programme pour la collectivité comprennent entre autres les projets pour les personnes âgées maltraitées, les programmes de médiation des pairs dans des écoles secondaires et les programmes de gestion des conflits pour les jeunes contrevenants.

UNIVERSITÉ QUEEN'S, ÉCOLE DE DROIT

Programme d'équité en matière d'éducation

Le programme d'équité en matière d'éducation de l'Université Queen's comprend plusieurs ressources pour les étudiants et étudiantes en droit venant des groupes qui veulent obtenir l'équité. Le financement de la Fondation contribue à divers services dont le programme de prêt des ordinateurs portables, la recherche des étudiants sur les problèmes d'équité et la participation des étudiants à des congrès portant sur diverses questions d'équité.

UNIVERSITÉ WESTERN ONTARIO, ÉCOLE DE DROIT

Services juridiques communautaires / Centre de résolution des conflits

Les services juridiques communautaires de l'Université Western Ontario offrent des conseils juridiques gratuits et représentent les membres de la collectivité de London ainsi que les étudiants de Fanshawe College et Western. Le financement de la Fondation aide à payer les salaires des emplois d'été pour les étudiants et étudiantes en droit qui vont conseiller et représenter les clients qui ne sont pas admissibles à l'aide juridique, ainsi que pour offrir des programmes d'éducation juridique au public.



Équipe des services de médiation de l'Université de Windsor



Fautoux Hall, École de droit, Université d'Ottawa

ÉCOLE DE DROIT OSGOODE HALL, UNIVERSITÉ YORK

Programme d'intérêt public Osgoode

Osgoode a été la première école de droit du Canada à ajouter l'obligation du service public dans le cadre de son programme de premier cycle. Les étudiants et étudiantes doivent faire 40 heures d'activités bénévoles relatives au droit sur les questions d'intérêt public, en plus de passer tous les autres cours prévus. La Fondation a payé les frais de lancement pour le développement et la mise en place de cette innovation dans le domaine de l'éducation juridique professionnelle.

Construire...

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Voici quelques exemples de projets créatifs financés par la Fondation et mis en œuvre par des organismes communautaires dans le but de favoriser l'accès à la justice. La liste complète des subventions approuvées en 2008 se trouve aux pages 12 à 15.

YMCA/YWCA DE LA RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE

Programme de médiation communautaire d'Ottawa

Les YMCA-YWCA de la région de la capitale nationale offrent toute une gamme de programmes axés sur la santé, la forme physique et les loisirs, les garderies, le camping et l'éducation en plein-air, ainsi que les services sociaux. Le projet de médiation communautaire échelonné sur trois ans, en partenariat avec Pro Bono Law Ontario et le ministère de la Justice fédéral, répond aux besoins des gens vivant dans la collectivité qui ne peuvent obtenir l'aide nécessaire de l'aide juridique ou ailleurs et qui aimeraient améliorer les relations avec l'autre partie. Le programme comprend des séances d'information communautaires; des renvois à d'autres services communautaires; des présentations à des organismes communautaires et travailleurs en contact avec le public; des ateliers éducatifs pour les parents, enseignants et autres professionnels travaillant avec les organismes communautaires; la médiation pour les parties impliquées et des services de dialogue pour les groupes sans but lucratif et communautaires.

JUSTICE FOR CHILDREN AND YOUTH

Programme de services juridiques pour les jeunes de la rue

L'organisme Justice for Children and Youth (JCY) est une clinique d'aide juridique assurant une certaine représentation juridique aux enfants et aux jeunes à faible revenu de Toronto et de la région avoisinante. Le programme de services juridiques pour les jeunes de la rue inclut de l'information juridique et des services axés directement pour les gens travaillant avec les jeunes de la rue par l'intermédiaire de centres et d'abris. Le financement de la Fondation sert à payer les services d'un avocat ou d'une avocate qui travaille sur place afin de donner l'information au personnel et aux jeunes concernant leurs droits et leurs responsabilités sur le plan juridique. Cette approche axée sur la communauté encourage aussi ces gens à arrêter de vivre dans la rue et à essayer de contribuer de façon plus tangible à la collectivité.

La Fondation du droit de l'Ontario — Rapport annuel 2008

PRO BONO LAW ONTARIO (PBLO)

Programme juridique de santé familiale au Hospital for Sick Children

Un des principaux organismes subventionnés de la Fondation, PBLO est un organisme de bienfaisance qui crée et favorise les occasions pour les avocats et avocates d'offrir des services juridiques sans frais aux personnes ayant des moyens financiers limités. En collaboration avec l'Hospital for Sick Children de Toronto, PBLO a mis au point un projet pilote de deux ans visant à former des professionnels de la santé pour identifier les causes sociales des maladies des patients pour lesquelles il existe un recours judiciaire. Le financement de ce projet pilote permettra à un avocat de faire le triage des cas en travaillant sur place à l'hôpital pour former le personnel, référer les familles à des cabinets d'avocats qui participent au programme, ou le cas échéant, leur donner de l'aide juridique.

NATIONAL YOUTH IN CARE NETWORK

Série documentaire 'Six Within'

Le National Youth in Care Network est un organisme sans but lucratif dont le mandat est de sensibiliser la population aux besoins des jeunes dont s'occupe le gouvernement en essayant de trouver les problèmes et en donnant un soutien affectif à ces jeunes. Les recherches montrent que l'avenir, aussi bien sur le plan personnel que juridique, des jeunes qui ne sont plus pris en charge par l'état est bien moins positif que ceux des autres jeunes de l'Ontario. En collaboration avec la réalisatrice de documentaires, Andrée Cazabon, le Network va créer une série de six films documentaires de 25 minutes mettant l'accent sur les problèmes juridiques et politiques auxquels font face six jeunes personnes vivant dans les services de protection de l'enfance. Le but de ce documentaire est de renseigner et d'inspirer les changements dans le système judiciaire et les procédures afin d'améliorer les chances des jeunes ayant grandi dans les services d'aide de l'Ontario.

FCJ REFUGEE CENTRE

Programme de protection juridique et d'intégration pour les personnes déplacées

Le FCJ Refugee Centre (qui s'appelait avant le FCJ Hamilton House Refugee Project) est un organisme de charité au service des réfugiés et autres personnes à risque en raison de leur statut d'immigrants. Le centre répond à un plus grand nombre d'immigrants réfugiés chaque

Accès à la justice pour les collectivités vulnérables

année (1 062 en 2006, plus de 1 500 en 2007) dont 80 % sont des femmes et des enfants. Plusieurs d'entre eux fuient une situation dangereuse dans leur pays d'origine, notamment la violence domestique et sexuelle, la guerre civile et la persécution politique. Le centre comprend un modèle intégré de services, dont un abri et des programmes incluant l'interprétation, la formation pour l'emploi, des conseils juridiques et médicaux et des services de counselling. De concert avec les partenaires de la collectivité (Pro Bono Students Canada, METRAC, Working Women Community Centre), le centre utilise le financement de la Fondation pour offrir un programme de protection juridique et d'intégration aux personnes déplacées qui inclut une aide juridique aux demandeurs du statut de réfugiés et aux personnes sans statut grâce à l'aide d'avocats et d'étudiants en droit qui travaillent sans frais. Le centre accepte des gens de partout dans le sud de l'Ontario, travaille avec les responsables de l'immigration sur les problèmes frontaliers et offre une formation sur divers sujets (p. ex., formation au processus de reconnaissance du statut de réfugié pour le personnel du Bureau juridique des réfugiés, formation à la sensibilité pour l'Association des avocats et avocates des réfugiés). De janvier à décembre, le centre a consacré plus de 8 000 heures de services bénévoles aux clients et ceci comprend la recherche sur les problèmes d'immigration et des réfugiés ainsi que la préparation des documents juridiques.



Photo : gracieuseté de INCA

ELIZABETH FRY SOCIETY OF TORONTO

Projet Accès

L'Elizabeth Fry Society of Toronto est un organisme sans but lucratif constitué en 1952, qui travaille avec les femmes qui ont été, sont présentement à risque ou semblent avoir des difficultés avec la loi. Sa mission est de créer un endroit sécuritaire où les femmes peuvent développer leurs compétences et apprendre à faire des choix plus éclairés. La Fondation fournit le financement pour traduire, imprimer et distribuer les quatre volets du matériel du projet Accès en 10 langues (français, espagnol, italien, cantonais ou mandarin, tamoul, portugais, punjabi, urdu, persan, hindi). Le projet Accès vient en aide aux femmes dont la première langue n'est pas l'anglais afin de leur donner plus de renseignements sur divers sujets comme les lois criminelles concernant la violence domestique; les voies de fait ou violence contre les enfants; le vol à l'étalage, le vol et la fraude; les considérations concernant l'immigration ou le statut ainsi que le trafic des travailleuses du sexe. La documentation explique ce qui constitue un délit, les droits et responsabilités en cas d'accusation ainsi que les façons de procéder dans le système juridique.

LUKE'S PLACE RESOURCE CENTRE FOR WOMEN AND CHILDREN

Projet pilote de la clinique juridique Pro Bono

Luke's Place est un abri de la région de Durham qui offre toute une série de services de soutien aux femmes et aux enfants ayant des problèmes de violence familiale. La Fondation verse une subvention à cet organisme pour un projet de deux ans et demi afin de mettre en place des services juridiques intégrés. Avec un financement supplémentaire de la Fondation Trillium de l'Ontario, et avec l'aide d'avocats et d'avocates en droit familial bénévoles, Luke's Place va pouvoir offrir sur place des ateliers d'information juridique et des services de conseils juridiques aux femmes dans ses quatre abris de la région de Durham.

INSTITUT NATIONAL CANADIEN POUR LES AVEUGLES (INCA)

Accès à l'information juridique pour les personnes ayant des problèmes de vision.

Selon l'INCA, moins de 5 % de l'information publiée en format imprimé est offerte en format accessible aux personnes ayant des problèmes de vision. L'organisme veut effectuer une étude approfondie pour déterminer quel pourcentage de ce matériel est de nature juridique. Le financement de la Fondation va permettre à l'organisme de disposer des ressources nécessaires pour identifier les lacunes et créer, dans un format accessible, une série complète de documents juridiques.

Construire...

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Une autre des priorités de la Fondation est la promotion des connaissances juridiques pour les fournisseurs de services communautaires et le public. Voici certaines des subventions offertes en 2008. La liste complète des subventions approuvées en 2008 se trouve aux pages 12 à 15.

ÉDUCATION JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE ONTARIO (CLEO)

Congrès : Learn, Grow, Connect: Practicing community legal education in a diverse Ontario
Fondée en 1974, CLEO est une clinique juridique communautaire qui se spécialise dans l'éducation et l'information juridique à l'intention du public. En collaboration avec le centre de la profession juridique de l'Université de Toronto, le CLEO a organisé un congrès de deux jours pour les organismes communautaires de l'Ontario qui préparent, utilisent ou ont besoin des services d'information. Il y avait aussi un grand nombre d'experts dans le domaine de l'information juridique, de l'éducation du public, du développement communautaire et de l'évaluation des besoins. Le but de l'activité était d'améliorer la capacité des organismes communautaires à fournir de l'information juridique efficace et innovatrice tout en assurant la coordination des ressources dans la province. On peut accéder à l'information sur le congrès en ligne à l'adresse www.cleonet.ca/conference.

MADD CANADA (MOTHERS AGAINST DRUNK DRIVING)

Guide du système de justice pénale pour les victimes de la conduite avec facultés affaiblies

MADD Canada est un organisme de bienfaisance qui veut inciter les gens à ne pas conduire en état d'ébriété et aider les victimes. Cet organisme pense qu'informer le public des conséquences juridiques de la conduite en état d'ébriété sera une façon d'empêcher bien des gens de le faire. En 2008, la Fondation a financé la révision et réimpression du document *Guide du système de justice pénale pour les victimes de la*

conduite avec facultés affaiblies, afin de tenir compte de plusieurs changements récents au Code criminel. Ce guide, qui avait déjà reçu le soutien de la Fondation en 2004, est un outil d'éducation public utile distribué gracieusement dans les collectivités de l'Ontario et que l'on peut aussi se procurer sur le site Web de MADD Canada à l'adresse (http://www.madd.ca/english/services/your_loved_one.pdf).

KINGSTON INTERVAL HOUSE (KIH)

Formation pour donner des renseignements juridiques au personnel

Depuis 1975, cet organisme offre des abris d'urgence et des programmes aux femmes et enfants qui veulent fuir la violence domestique dans leur foyer. Le financement de la Fondation va servir à développer et mettre en place les programmes de formation sur les renseignements juridiques pour le personnel. En plus d'être donnée par un avocat ou une avocate en droit familial, la formation utilisera le matériel créé par d'autres organismes communautaires comme METRAC, Family Law Education for Women, CLEO, and Springtide Resources. La formation, qui va porter sur 12 sujets des droits de la famille, explique au personnel de l'organisme comment communiquer de l'information juridique de base et pertinente et comment référer les gens pour qu'ils aient des conseils juridiques.

RÉSEAU JURIDIQUE CANADIEN VIH/SIDA

Symposium : HIV, Law and Human Rights - From Evidence and Principle to Policy and Practice

Le Réseau juridique canadien VIH/SIDA fait la promotion des droits humains liés aux personnes qui vivent et sont vulnérables au VIH/SIDA. Le réseau le fait par divers types d'activité, y compris la recherche et l'analyse des politiques, les services d'éducation juridique du public et la mobilisation de la collectivité. La Fondation avait payé les coûts du premier symposium annuel du réseau sur le VIH, la loi et les droits de la personne. Le programme du symposium comprenait une formation spécialisée pour les professionnels juridiques (par exemple, droits des prisonniers à l'information et aux services

Connaissances juridiques

pour la prévention du VIH et les soins, ainsi que les développements importants concernant le VIH sur le plan juridique). On peut se procurer l'information du symposium gratuitement sur le site Web du réseau en suivant le lien « Revue VIH/sida, droit et politiques ».

ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE L'ONTARIO (AJEFO)

Concentration en justice!

Les membres de l'AJEFO (fondée en 1980) -- avocats, juges, personnel des tribunaux, étudiants et étudiantes en droit, professeurs de droit, entre autres -- se consacrent à la promotion de l'accès de la justice en français dans les tribunaux de l'Ontario. En tirant profit du succès d'un autre programme financé par la Fondation, Law in Action Within Schools (LAWS), l'AJEFO adapte le modèle LAWS pour promouvoir les carrières bilingues dans le secteur de la justice auprès des élèves des écoles secondaires francophones à Ottawa. La Fondation va accorder son soutien à un projet pilote de quatre ans de l'AJEFO, qui va aider les étudiants francophones à obtenir de meilleurs résultats en leur faisant connaître le système de justice, en les aidant à acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir sur le plan scolaire, à améliorer leurs connaissances et compréhension du système juridique canadien et en faisant preuve de fierté envers les francophones actifs dans ce domaine.



Conférencier invité, le juge Edwin Cameron, au premier symposium annuel sur le VIH, la loi et les droits de la personne



Photo : gracieuseté de MADD Canada.

ASSOCIATION CANADIENNE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT (ACDE)

Environmental Health, Equity and Law: Making the Links

Cet organisme est une clinique juridique sans but lucratif créée en 1970 qui veut utiliser les lois existantes afin de protéger l'environnement et favoriser la réforme des lois touchant l'environnement. La Fondation finance un projet pilote de recherche et d'éducation juridique de trois ans pour le public afin de parler des questions d'environnement, de santé et de droit dans six collectivités de l'Ontario et de donner aux collectivités la capacité de répondre de façon stratégique aux problèmes d'abri sécuritaire, d'eau sécuritaire, de qualité de l'air intérieur et de sécurité des consommateurs. Le concept du projet pilote est venu des demandes de nombreux avocats et avocates qui voulaient mieux comprendre l'information sur les maladies causées par l'environnement et de médecins qui voulaient en savoir plus et avoir un meilleur accès à l'information juridique dans le domaine de l'environnement.

Subventions accordées en 2008

Administrative Justice Working Group Symposium : L'avenir de la justice administrative	9 420 \$	Canadian Civil Liberties Education Trust Teaching Civil Liberties/Civil Liberties in the Schools Projet de vidéo <i>That's not Fair</i> , Phase I	266 160 \$ 16 250 \$
Advisory Committee on Attracting New Child Protection Lawyers Souper sur la protection des enfants pour les étudiants et étudiantes en droit	7 700 \$	Association canadienne du droit de l'environnement (CELA) Santé, équité et droit de l'environnement : Établir des liens	81 000 \$
Afghan Women's Organization (AWO) Séance d'information juridique à l'intention du personnel	8 741 \$	Réseau juridique canadien VIH/SIDA Premier symposium annuel sur le VIH, le droit et les droits de la personne	24 974 \$
Association in Defence of the Wrongly Convicted (AIDWYC) Programme d'activités Coordination des bénévoles Développement organisationnel	75 000 \$ 21 666 \$ 50 000 \$	Institut canadien de l'administration de la justice Congrès : <i>Reasonable Accommodation and the Role of the State</i>	10 000 \$
Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) Concentration en justice!	61 525 \$	Association canadienne de droit et société Congrès CLSA-LSA (subventions pour les déplacements des diplômés)	24 525 \$
Assumption University (Université de Windsor) Programme de collation des grades : <i>Le rôle des commissions royales</i>	25 000 \$	Canadian Lawyers Abroad - Ottawa Student Chapter Université d'Ottawa, école de droit 4e congrès annuel pour les étudiants et les étudiantes	1 825 \$
Barbra Schlifer Commemorative Clinic Processus de planification stratégique	19 200 \$	Institut national canadien pour les aveugles (INCA) Accès à l'information juridique pour les personnes ayant des problèmes de vision	28 235 \$
Association des étudiants noirs en droit du Canada 17e congrès annuel 18e congrès annuel	25 000 \$ 35 000 \$	Université Carleton, école de droit Visite des prisons de la région de Kingston	2 219 \$
Association canadienne des professeurs de droits (ACPD) Congrès annuel 2008	4 000 \$	Centre for Refugee Studies, Université York Ateliers de recherche : <i>Critical Issues in International Refugee Law</i>	10 000 \$
Canadian Centre for Elder Law 4e congrès annuel canadien sur le droit des personnes âgées	10 000 \$	Centre for Social Innovation on behalf of Ontario Nonprofit Network Modernisation de la Loi sur les corporations	115 000 \$
Centre canadien pour la justice internationale Évaluation du programme	18 000 \$	Change 12 Soutien à une proposition de développement	4 000 \$

Subventions accordées en 2008

Comité consultatif sur le professionnalisme du juge en chef de l'Ontario Congrès : <i>Lifelong Learning and Professionalism</i>	19 160 \$	Law Commission of Ontario Programmes	485 000 \$
Éducation juridique communautaire Ontario Congrès : <i>Practicing Community Legal Education in Ontario</i> CLEONet Groupe de travail sur le droit de la famille Perfectionnement professionnel	120 775 \$ 100 000 \$ 15 000 \$ 2 362 \$	Financement des facultés de droit (2009/2010, subventions globales) École de droit Osgoode Hall Faculté de droit de l'Université Queen's Département du droit civil de l'Université d'Ottawa Département de la Common Law de l'Université d'Ottawa Faculté de droit de l'Université de Toronto Faculté de droit de l'Université Western Ontario École de droit de l'Université de Windsor	470 000 \$ 390 000 \$ 235 000 \$ 470 000 \$ 390 000 \$ 390 000 \$ 390 000 \$
Dickson Circle Poverty Law – Advanced Trial Advocacy	100 000 \$	Le Barreau du Haut-Canada Projet de dossiers G. Arthur Martin Projet des besoins pour les droits civils de l'Ontario Processus d'accès à la profession pour les avocats Processus d'accès à la profession pour les parajuristes Archives	10 943 \$ 60 000 \$ 1 000 000 \$ 175 934 \$ 54 000 \$
Ecotrust Canada Usage et occupation par les Autochtones devant les tribunaux	18 000 \$	LibraryCo Inc. Acquisitions de ressources électroniques en 2009	700 000 \$
Elizabeth Fry Society of Toronto Projet Accès	32 353 \$	Lifetime Networks Ottawa Ateliers de planification pour l'avenir	10 000 \$
FCJ Refugee Centre Programme de protection juridique et d'intégration pour les personnes déplacées	26 000 \$	Luke's Place Support and Resource Centre for Women and Children Projet pilote de clinique juridique Pro Bono	465 435 \$
Fédération des juristes asiatiques-canadiens Symposium : <i>Asian Canadian Lawyers in Action</i>	10 000 \$	MADD Canada (Mothers Against Drunk Driving) <i>Guide du système de justice pénale pour les victimes</i>	20 440 \$
Fondation de la recherche juridique Projet de recherche juridique	30 000 \$	Migrant Workers Ad Hoc Organizing Committee Congrès : <i>Solidarity: Migrant Workers</i>	7 885 \$
Heritage Skills Development Centre Information juridique pour les femmes désavantagées de Scarborough Est	24 865 \$	Nathanson Centre on Transnational Human Rights, École de droit Osgoode Hall, Université York Ateliers : <i>Guns, Crime and Social Order</i>	10 000 \$
Judges Cup Organizing Committee Annual Judges Cup: <i>York Region Secondary School Mock Trial Competition</i>	5 000 \$		
Justice for Children and Youth Programme de services juridiques pour les jeunes de la rue	92 800 \$		
Kingston Interval House Formation pour donner des renseignements juridiques au personnel	24 500 \$		

Subventions accordées en 2008

National Youth in Care Network Série documentaire <i>Six Within</i>	100 000 \$	Planned Lifetime Networks Waterloo Ateliers de planification de l'avenir	5 900 \$
Native Law Centre Information juridique pour les Autochtones	20 000 \$	Pro Bono Law Ontario Programme d'activités	513 083 \$
Ontario ACORN (Association of Community Organizations for Reform Now) Projet de communication avec les locataires	21 000 \$	Évaluation de Law Help Ontario	25 000 \$
Association du Barreau de l'Ontario Law Day/Law Week 2008	89 750 \$	2e congrès national annuel pour Pro Bono Spanning the Nation	25 000 \$
Réseau ontarien d'éducation juridique (ROEJ) Programme d'activités	525 000 \$	Programme d'aide juridique familiale au Hospital for Sick Children	207 634 \$
Fonds pour procès fictif OJEN/LFO	15 000 \$	Pro Bono Students Canada Programme d'activités	471 778 \$
Processus de planification stratégique	19 000 \$	Développement professionnel	3 080 \$
Frais de déplacement pour le symposium d'éducation sur la justice	5 800 \$	Administration des bourses de stage	44 331 \$
Ontario Student Debating Union Championnat provincial des débats parmi les écoles secondaires	2 000 \$	REACH Canada Congrès : <i>Put Our Minds to Work</i>	15 000 \$
Ontario Teaching Legal Clinics Sabbaticals for Instructors at Ontario Teaching Legal Clinics		Rexdale Community Legal Clinic Projet pilote de logement mobile	24 930 \$
Clinique juridique Parkdale : Cynthia Pay	40 000 \$	Université Ryerson Symposium: Innovations in Legal Education	19 500 \$
Clinique juridique Parkdale : Geri Sadoway	40 000 \$	Sage Centre Nouveau modèle de gouvernance et d'organisation pour les organismes de charité	40 000 \$
École de droit Osgoode Hall Osgoode Human Rights in Africa Virtual Collaborative Research Project	23 380 \$	Scadding Court Community Centre Sommet sur les règlements définissant le nouveau processus de plaintes contre la police	24 644 \$
ADR Clinic	172 000 \$	Schlegel - University of Waterloo Research Institute for Aging Integrated Access to Justice for the Middle Income Seniors Community:	
Osgoode Public Interest Requirement	25 000 \$	Projet d'évaluation des services juridiques de Whitby	25 000 \$
Osgoode Society for Canadian Legal History Programme d'activités	200 000 \$	South Asian Legal Clinic of Ontario (SALCO) Programme Pro Bono	11 398 \$
Parkdale Community Legal Services Accès à la justice pour les travailleurs ayant un faible revenu et faisant du travail dangereux	59 530 \$		

Subventions accordées en 2008

South Asian Women's Centre

Accès linguistique à l'information sur la justice pour l'éducation des femmes de l'Asie du Sud

25 000 \$

Student Public Interest Network Legal Action Workshop (SPINLAW)

Journée d'intérêt public et congrès SPINLAW

10 000 \$

Université d'Ottawa, département de la Common Law

Progrès et possibilité pour les droits à l'équité des femmes : Afrique-Canada

100 000 \$

Services juridiques autochtones à la clinique juridique communautaire d'Ottawa

25 000 \$

Clinique de droit environnemental d'intérêt public

75 000 \$

Université de Toronto, Faculté de droit

Law in Action Within Schools (LAWS)

217 350 \$

Law in Action Within Schools (LAWS) - Programme d'emploi d'été

11 970 \$

Centre for the Legal Profession, Ethics and Public Service

158 250 \$

Centre for the Legal Profession, Ethics and Public Service Symposium: *Can Legal Ethics Be Taught?*

9 200 \$

A Summit on Aboriginal Economic Development

14 907 \$

Université de Waterloo

Ethics, the Professional Services Firm and Corporate Governance: A Study

48 848 \$

Université de Windsor, Faculté de droit

The Intellectual Property and Innovation Law Legal Information Network

25 000 \$

LEAP (Law Enforcement Accountability Project)

25 000 \$

Workers' Action Centre

Programme de recherche et d'information juridique

85 600 \$

YMCA Région de la capitale nationale

Programme de médiation communautaire

128 599 \$

Université York

York Centre for Public Policy and Law

51 762 \$

PROGRAMMES SIGNIFICATIFS

Programme d'aide au remboursement de la dette (D-RAP)

180 000 \$

Bourses de leadership communautaire en justice

Community Advocacy and Legal Centre, Belleville/Osgoode Hall Law School 65 000 \$

Citizen Advocacy & Well-Come Centre for Human Potential/

St. Clair College 65 000 \$

Bourses d'études sur les questions d'intérêt public (2009/2010)

Association canadienne des libertés civiles 69 500 \$

Amnistie internationale 69 500 \$

Clinique Barbra Schlifer 69 500 \$

Association canadienne des libertés civiles 69 500 \$

Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada 69 500 \$

Centre pour la défense de l'intérêt public 69 500 \$

Ecojustice 69 500 \$

Fonds Roy & Ria McMurtry

Bourse de l'Université d'Ottawa, droit civil 5 000 \$

Bourse d'étude Second Chance 5 000 \$

TOTAL DES SUBVENTIONS

11 941 616 \$

Rapport sur les recours collectifs

***E**n 1992, le Comité des recours collectifs (le Comité) et le Fonds des recours collectifs (le Fonds) ont été créés par la Loi de 1998 modifiant la Loi sur le Barreau afin de fournir un soutien financier pour les débours des demandeurs de recours collectifs. Le Fonds a été créé grâce à une subvention de 500 000 \$ de la Fondation du droit de l'Ontario. Le Comité a droit à un prélèvement de 10 % de tout montant adjugé ou règlement dans les procédures ayant fait l'objet d'une aide financière ainsi qu'au remboursement des débours payés. Les demandeurs qui reçoivent le soutien se font aussi rembourser les frais adjugés contre eux dans les procédures.*

Membres du Comité des recours collectifs Nommés conjointement par la Fondation du droit et le Procureur général :



Valerie A. Edwards, présidente
Torkin, Manes, Cohen & Arbus, s.r.l.
Avocats



Wendy J. Earle
Borden Ladner Gervais, s.r.l.
Avocats



Paul Evraire, C.R.
Conseiller juridique spécial
Ministère de la Justice

Nommé par le Procureur général :



F. Paul Morrison
McCarthy Tétrault
Avocats

Nommé par la Fondation du droit de l'Ontario :



Professeur Lorne Sossin
Faculté de droit
Université de Toronto

Rapport sur les recours collectifs

Rapport de la présidente

Au cours de ses seize années d'existence, le Fonds des recours collectifs a apporté son soutien financier à de nombreuses actions en justice importantes dans divers domaines y compris des poursuites pour problèmes environnementaux, des demandes de retraités, des cas de négligence médicale, de prestations de retraite et d'assurance. Le Fonds a aussi appuyé les questions touchant des cas présumés de taux d'intérêt criminels, de violation du droit d'auteur, d'arrangements bancaires et d'appareils médicaux défectueux.

L'année 2008 a connu une forte croissance à bien des niveaux. Conformément à son plan pour renseigner le Barreau au sujet du Comité des recours collectifs et du Fonds, en septembre, le Comité a organisé des séances d'information en présence de nombreux membres ayant beaucoup d'expérience dans le secteur des recours collectifs. Le Comité a reçu beaucoup de commentaires utiles de la part des membres du Barreau concernant la gestion du Fonds. Nous avons aussi participé à des discussions de groupe au sujet des problèmes de financement par les demandeurs lors du congrès annuel Osgoode sur les recours collectifs ainsi qu'au congrès de l'Institut canadien sur les recours collectifs. Nous avons pu voir les façons dont le Comité facilite l'accès à la justice et les moyens de l'améliorer.

Le Comité a élaboré un site Web très complet où les avocats s'occupant de recours collectifs et les membres du public peuvent trouver facilement des renseignements à jour concernant le Fonds, des exemplaires des lois applicables et des instructions relatives à la pratique, une description détaillée de la procédure de demande, une liste des prochaines réunions ainsi que des détails sur les membres du Comité.

Le Comité a reçu un nombre record de demandes en 2008, c'est-à-dire douze. Il a accordé un financement à neuf de ces cas, soit le plus grand nombre de cas financés en une année.

Deux des cas financés par le CPC ont connu une conclusion positive puisque que les membres du recours ont bénéficié de règlements importants. Le premier était un cas présumé d'informations financières trompeuses dans les prospectus sur lesquels les investisseurs se sont basés. Le règlement a atteint la somme de 40 000 000 \$. Le deuxième était un cas présumé de mauvaise gestion des fonds de retraite qui a mené à un règlement de 11 000 000 \$.

Les membres du Comité et moi-même sommes ravis que 2008 ait été une année très occupée. C'est un privilège de pouvoir fournir un appui financier aux personnes qui n'auraient pas les ressources pour faire valoir leurs droits face à la loi. En tant que présidente, je tiens à remercier tous les membres du Comité dont les efforts et l'expertise ont permis d'accomplir les tâches importantes qui nous sont confiées. Notre avocate, Gina Papageorgiou, est la personne la plus visible du Comité et au nom de celui-ci, je veux la remercier de son excellent travail.

J'en profite aussi pour remercier la Fondation du droit de l'Ontario. En tant que gestionnaire du Fonds, son travail fait partie intégrante des efforts du Comité pour faciliter l'accès du public à la justice.

Ensemble, nous nous réjouissons de poursuivre notre travail à l'avenir.



Valerie A. Edwards,
Présidente du Comité des recours collectifs

Val Edwards

Rapport sur les recours collectifs

Le Comité détermine qui reçoit le financement en se basant sur diverses considérations, dont les suivantes : les mérites de la preuve du demandeur, la mesure dans laquelle la question à débattre est d'intérêt public, les efforts du demandeur pour recueillir des fonds, la possibilité que la demande reçoive la certification et le montant d'argent dans le Fonds.

L'existence du Comité et du Fonds facilite l'accès du public à la justice, puisque les demandeurs de recours collectifs pourraient hésiter à poursuivre une cause d'action présentant très peu d'avantages pour eux, même si le jugement est positif, considérant qu'ils risquent d'avoir à payer un montant très élevé de frais adjugés contre eux si le jugement est négatif.

De 1992 au 31 décembre 2008, le Comité des recours collectifs (le « Comité ») a reçu 80 demandes de financement. De ce groupe, 38 ont été approuvées, 26 ont été refusées ou retardées, 16 ont été retirées ou sont en suspend. Du groupe des demandes refusées ou retardées, quatre ont été refusées ou reportées à plus tard en attendant d'obtenir la certification et quatre ont été refusées ou retardées en attendant d'obtenir plus de renseignements de la part du requérant. Les demandes pour lesquelles le financement a été accordé représentent 89 poursuites individuelles puisque certaines demandes approuvées comprenaient plus d'une instance civile. Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008, le Comité a approuvé neuf nouvelles demandes de financement, en a refusé deux et en a reporté une en attendant d'avoir plus de renseignements.

	Période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2008	Période de 1993 à l'année se terminant le 31 décembre 2008
Solde d'ouverture	6 452 000	500 000
Financement total accordé	(778 004)	(2 300 984)
Financement remboursé/annulé	91 723	559 407
Coûts d'administration/dépenses	(289 795)	(717 235)
Intérêts reçus	226 192	1 304 708
Montant reçu du prélèvement de 10 %	1 088 506	7 765 353
Montant adjugé aux demandeurs	(243 526)	(564 153)
Solde au 31 décembre 2008	6 547 096	6 547 096

Rapport sur les recours collectifs

Conformément au règlement de l'Ontario 771/92, article 13, nous déclarons ce qui suit :

1 NOMBRE DE NOUVELLES DEMANDES REÇUES, PAR ÉTAPE DE LA PROCÉDURE.

	Étape de la procédure 2008	Nombre de nouvelles demandes 2007
Pré-certification	8	4
Appel, objet : certification	-	1
Interrogatoire	4	-
Décision sur les questions communes	-	1
Appel, objet : questions communes	-	-
Étape post-questions communes	-	-
Total	12	6

2 NOUVELLES DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES PAR ÉTAPE DE LA PROCÉDURE.

Étape de la procédure	Acceptée	Refusée	En instance*/ en sursis, etc.	Total
2008				
Pré-certification	5	2	1	
Interrogatoire	4	-	-	
Autre	-	-	-	
Total	9	2	1	12
2007				
Pré-certification	2	-	2	
Interrogatoire	-	-	-	
Autre	-	1	1	
Total	2	1	3	6

*Reportée à l'année suivante.

3 En 2008, un soutien financier a été accordé à neuf nouvelles demandes uniques de financement en vertu de l'article 59.3(1) de la Loi et un soutien financier a été accordé à cinq demandes supplémentaires de financement en vertu de l'article 59.3(5) de la Loi. En 2007, un soutien financier a été accordé à deux nouvelles demandes uniques de financement en vertu de l'article 59.3(1) de la Loi et un soutien financier a été accordé à trois demandes supplémentaires de financement en vertu de l'article 59.3(5) de la Loi.

4 SUBVENTIONS TOTALES, PAR TYPE DE DÉPENSES.

Type de dépenses	Montant total 2008
Frais administratifs	90 037,50\$
Avis de catégorie	134 887,63
Recherche et préparation de la preuve	3 000,00
Copies et reliures	42 079,00
Signification des documents de procédure	3 812,00
Classement des documents de procédure	3 328,00
Recherches informatisées	6 096,00
Frais de télécopie	5 099,00
Frais d'interrogatoire	62 840,00
Frais d'expertise	388 054,00
Recherches	-
Livraisons	5 100,00
Divers	1 275,00
Frais de déplacement	2 000,00
Sécurité S.C.C.	-
Frais d'agence	-
TPS	30 395,73
Total	778 003,86\$

Conformément au règlement 771/92, cette section comprend seulement les montants accordés en 2008. Les montants totaux payés par le Fonds en 2008 peuvent varier puisque les montants accordés sont remboursés aux demandeurs après que les frais réels ont été payés par le demandeur.

Rapport sur les recours collectifs

- 5 Le montant total des sommes versées aux demandeurs à partir du Fonds des recours collectifs en vertu de l'article 59.3 de la Loi était :

2008	488 206,27 \$
2007	119 480,19 \$

Au 31 décembre 2008, le solde de toutes les subventions restantes qui n'avaient pas encore été versées aux demandeurs était de 709 084 \$.

- 6 En 2008, deux demandes financées ont obtenu la certification.

- 7 En 2008, un demandeur ayant reçu le soutien financier a obtenu un jugement en sa faveur sur les questions communes lors d'un jugement sommaire. Deux demandeurs ayant reçu un soutien financier ont conclu une entente relative à leur procédure.

- 8 En 2008, dix défendeurs ont fait une demande au Fonds pour le paiement des frais adjugés en leur faveur en vertu de l'article 59.4 de la Loi. En 2007, quatre demandes avaient été faites.

- 9 En 2008, 243 526,36 \$ ont été versés à partir du Fonds aux défendeurs en vertu de l'article 59.4 de la Loi. En 2007, 27 083 \$ avaient été versés à partir du Fonds aux défendeurs en vertu de l'article 59.4 de la Loi.

10 Poursuites ayant fait l'objet d'un soutien financier en vertu de l'article 59.3(1) de la Loi.

Type de dépenses	M o n t a n t a t t r i b u é											
	2008 A	2008 B	2008 C	2008 D	2008 E	2008 F	2008 G	2008 H	2008 I	2008 J	2008 K	2008 (Tous les cas)
Frais administratifs		30 000,00								41 150,00	18 887,50	90 037,50
Avis de catégorie	5 000,00	18 145,00	50 652,93	17 589,70	5 000,00				38 000,00		500,00	134 887,63
Recherche et préparation de la preuve				3 000,00								3 000,00
Copies et reliures	5 000,00	5 000,00		15 000,00	5 000,00	10 000,00			2 079,00			42 079,00
Signification des documents de procédure	500,00	200,00		2 000,00	500,00				612,00			3 812,00
Classement des documents de procédure	200,00	500,00		1 000,00	1 000,00				628,00			3 328,00
Recherches informatisées					5 000,00				1 096,00			6 096,00
Frais de télécopie	500,00	500,00		3 000,00	1 000,00				99,00			5 099,00
Frais d'interrogatoire		25 000,00		10 000,00	13 840,00	10 000,00				2 000,00	2 000,00	62 840,00
Frais d'expertise		35 000,00		50 000,00	60 000,00	75 000,00	40 000,00	40 000,00	8 604,00	79 450,00		388 054,00
Recherches												5 100,00
Livraisons	500,00	600,00		3 000,00	1 000,00				1 275,00			1 275,00
Divers					2 000,00							2 000,00
Frais de déplacement												
Taxe sur les produits et services		5 996,70		5 050,00	5 660,00	5 000,00			2 619,65	5 000,00	1 069,38	30 395,73
Sécurité CSC												
Frais d'agence												
Total	11 700,00	120 941,70	50 652,93	109 639,70	100 000,00	100 000,00	40 000,00	40 000,00	55 012,65	127 600,00	22 456,88	778 003,86

Rapport sur les recours collectifs

Cas A

Cas présumé d'abus de confiance et de manquement à son obligation de fiduciaire.

Cas B

Cas présumé de conspiration de fixation des prix.

Cas C

Cas présumé de négligence, d'abus de confiance et de manquement à son obligation de fiduciaire.

Cas D

Cas présumé de négligence concernant des appareils médicaux.

Cas E

Cas présumé de négligence et de nuisance pour l'environnement.

Cas F

Cas présumé de négligence et de nuisance pour l'environnement.

Cas G et H

Cas présumés de négligence médicale.

Cas I

Cas présumé de taux d'intérêt criminels.

Cas J

Cas présumé de manquement au contrat de travail.

Cas K

Cas présumé de manquement au contrat de franchise.

La Fondation du droit de l'Ontario est responsable du
Comité et administre le Fonds.

Pour avoir plus de détails au sujet du Comité, communiquer avec :

Gina Papageorgiou

Comité des recours collectifs a/s Fondation du droit de l'Ontario

20, rue Queen Ouest, bureau 3002

Toronto (ON)

M5H 3R3

gpapageorgiou@lawfoundation.on.ca

Téléphone : 416-595-1425

Personnel

Gina Papageorgiou, **avocate**

Mary Shannon Brown, **secrétaire**

États financiers de La Fondation du droit de l'Ontario

22

Table des matières

Rapport des vérificateurs	23
Bilan	24
État des résultats	25-26
État de l'évolution des soldes de fonds	27-28
État des flux de trésorerie	29
Notes complémentaires	30-36

Rapport des vérificateurs

Rapport des vérificateurs

Nous avons vérifié le bilan de la Fondation du droit de l'Ontario au 31 décembre 2008, ainsi que les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 décembre 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés

Experts-comptables autorisés

Le 20 mars 2009

Deloitte

Membre de
Deloitte Touche Tohmatsu

Bilan

au 31 décembre 2008

	2008 \$	2007 \$
Actif		
A court terme		
Liquidités		
Tranche à court terme des liquidités grevées d'affectations d'origine externe et placements à court terme pour le Fonds de recours collectifs (note 4)	513 423	1 207 400
Placements à court terme (note 6)	709 084	497 793
Titres négociables, au coût (juste valeur - 10 030 927 \$ [2007 - 9 712 952 \$]) (note 6)	47 690 827	41 741 583
Intérêts à recevoir	9 680 881	9 702 311
	415 791	544 567
	59 010 006	53 693 654
Liquidités grevées d'affectations d'origine externe et placements pour le Fonds de recours collectifs (note 4)	6 597 695	6 492 744
Liquidités grevées d'affectations d'origine externe et placements pour le Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry (note 5)	123 116	123 195
Immobilisations (note 7)	437 308	353 467
	66 168 125	60 663 060
Passif		
A court terme		
Créditeurs et charges à payer	201 596	147 318
Montant à payer à Aide juridique Ontario (note 8)	28 116	447 617
Subventions autorisées (note 9)	16 072 789	13 989 076
Subventions à long terme autorisées (note 9)	16 302 501	14 584 011
	635 000	675 084
	16 937 501	15 259 095
Soldes de fonds		
Soldes de fonds grevés d'affectations d'origine interne Fonds de réserve (note 10)	16 000 000	12 239 154
Fonds des engagements futurs (note 11)	4 346 079	6 495 899
Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public (note 12)	196 670	727 500
Fonds des initiatives stratégiques (note 13)	72 237	15 861
Fonds de remboursement de dettes (note 14)	565 000	745 000
Fonds de rajeunissement (note 15)	2 906 866	2 977 500
	24 086 852	23 200 914
Soldes de fonds grevés d'affectations d'origine externe		
Fonds de recours collectifs (note 16)	6 547 096	6 452 000
Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry (note 17)	113 065	119 046
	6 660 161	6 571 046
Solde de fonds non grevé d'affectations - Fonds d'administration générale	18 483 611	15 632 005
	49 230 624	45 403 965
	66 168 125	60 663 060

Approuvés par le conseil d'administration: Mark J. Sandler, *President*, Paul Schabas, *Fiduciare*

État des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008

	Fonds de réserve - grevé d'affectations d'origine interne \$	Autres Fonds grevés d'affectations d'origine interne (note 19) \$	Fonds d'administration générale non grevé d'affectations \$	Fonds de recours collectifs - grevé d'affectations d'origine externe \$	Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry - grevé d'affectations d'origine externe \$	Total \$
Produits						
Intérêts sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats, déduction faite des frais de services de 2 863 525 \$ (note 18)	-	-	53 811 791	-	-	53 811 791
Autres revenus de placement	528 576	-	1 723 861	226 192	4 019	2 482 648
Prélèvements sur les montants accordés (note 16)	-	-	-	1 088 506	-	1 088 506
	528 576	-	55 535 652	1 314 698	4 019	57 382 945
Charges						
Salaires	-	-	1 228 177	130 910	-	1 359 087
Loyer et frais d'occupation	-	-	199 235	9 605	-	208 840
Autres frais administratifs	-	-	302 383	22 424	-	324 807
Honoraires	-	-	146 597	126 856	-	273 453
Impression et fournitures de bureau	-	-	87 498	-	-	87 498
Attribution des dépens (note 16)	-	-	-	243 526	-	243 526
Amortissement	-	-	77 079	-	-	77 079
	-	-	2 040 969	533 321	-	2 574 290
Excédent des produits sur les charges avant les éléments suivants :	528 576	-	53 494 683	781 377	4 019	54 808 655
Montant à payer à Aide juridique Ontario (note 8)	-	-	38 828 116	-	-	38 828 116
Subventions autorisées, déduction faite de la contrepassation de subventions autorisées au cours d'exercices précédents et de versements recouvrés (note 9)	-	3 604 533	7 853 066	686 281	10 000	12 153 880
	-	3 604 533	46 681 182	686 281	10 000	50 981 996
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions de l'exercice	528 576	(3 604 533)	6 813 501	95 096	(5 981)	3 826 659

État des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007

	Fonds de réserve - grevé d'affectations d'origine interne \$	Autres Fonds grevés d'affectations d'origine internes (note 19) \$	grevé Fonds d'administration générale non grevé d'affectations \$	Fonds de recours collectifs - grevé d'affectations d'origine externe \$	Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry - - grevé d'affectation d'origine externe \$	Total \$
Produits						
Intérêts sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats, déduction faite des frais de services de 2 863 350 \$ (note 18)	-	-	76 895 797	-	-	76 895 797
Autres revenus de placement	553 989	-	1 822 356	295 047	5 200	2 676 592
Prélèvements sur les montants accordés (note 16)	-	-	-	1 971 192	-	1 971 192
	553 989	-	78 718 153	2 266 239	5 200	81 543 581
Charges						
Salaires	-	-	743 407	78 999	-	822 406
Loyer et frais d'occupation	-	-	187 731	10 077	-	197 808
Autres frais administratifs	-	-	172 927	19 263	-	192 190
Honoraires	-	-	195 614	-	-	195 614
Impression et fournitures de bureau	-	-	25 270	-	-	25 270
Attribution des dépens (note 16)	-	-	-	27 083	-	27 083
Amortissement	-	-	54 025	-	-	54 025
	-	-	1 378 974	135 422	-	1 514 396
Excédent des produits sur les charges avant les éléments suivants	553 989	-	77 339 179	2 130 817	5 200	80 029 185
Montant à payer à Aide juridique Ontario (note 8)	-	-	56 637 617	-	-	56 637 617
Subventions autorisées, déduction faite de la contrepassation de subventions autorisées au cours d'exercices précédents et de versements recouverts (note 9)	-	4 639 956	8 433 300	(47 257)	5 000	13 030 999
	-	4 639 956	65 070 917	(47 257)	5 000	69 668 616
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions de l'exercice	553 989	(4 639 956)	12 268 262	2 178 074	200	10 360 569

État de l'évolution des soldes de fonds

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008

Fonds grevés d'affectations d'origine interne

	Fonds de réserve \$	Fonds de remboursement de dettes \$	Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public \$	Fonds des engagements futurs \$	Fonds des initiatives stratégiques \$	Fonds de rajeunissement \$	Fonds d'administration générale - non grevé d'affectations \$	Fonds de recours collectifs - grevé d'affectations d'origine externe \$	Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry - grevé d'affectations d'origine externe \$	Total \$
Soldes de fonds - début de l'exercice	12 239 154	745 000	727 500	6 495 899	15 861	2 977 500	15 632 005	6 452 000	119 046	45 403 965
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions pour l'exercice	528 576	(180 000)	(530 830)	(2 879 445)	56 376	(70 634)	6 813 501	95 096	(5 981)	3 826 659
Attributions nettes	3 232 270	-	-	729 625	-	-	(3 961 895)	-	-	-
Soldes de fonds - fin de l'exercice	16 000 000	565 000	196 670	4 346 079	72 237	2 906 866	18 483 611	6 547 096	113 065	49 230 624

État de l'évolution des soldes de fonds

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007

Fonds grevés d'affectations d'origine interne

	Fonds de réserve \$	Fonds de remboursement de dettes \$	Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public \$	Fonds de engagements futurs \$	Fonds des initiatives stratégiques \$	Fonds de rajeunissement \$	Fonds d'administration générale - non grevé d'affectations \$	Fonds de recours collectifs - grevé d'affectations d'origine externe \$	Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry - grevé d'affectations d'origine externe \$	Total \$
Soldes de fonds - début de l'exercice	11 685 165	925 000	1 214 000	3 978 732	2 995 000	-	9 852 727	4 273 926	118 846	35 043 396
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions pour l'exercice	553 989	(180 000)	(486 500)	(971 817)	(2 979 139)	(22 500)	12 268 262	2 178 074	200	10 360 569
Attributions nettes	-	-	-	3 488 984	-	3 000 000	(6 488 984)	-	-	-
Soldes de fonds - fin de l'exercice	12 239 154	745 000	727 500	6 495 899	15 861	2 977 500	15 632 005	6 452 000	119 046	45 403 965

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008

	2008 \$	2007 \$
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les et subventions de l'exercice	3 826 659	10 360 569
Élément hors trésorerie-amortissement	77 079	54 025
	3 903 738	10 414 594
Variation des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation		
Intérêts à recevoir	128 776	(71 664)
Montant à payer à Aide juridique Ontario	(419 501)	(114 314)
Créditeurs et charges à payer	54 278	64 924
Intérêts à payer à Aide juridique Ontario	-	(8 715)
Subventions autorisées	2 043 629	3 218 277
	5 710 920	13 503 102
Activités d'investissement		
Augmentation des placements à court terme	(5 949 244)	(10 507 853)
Diminution (augmentation) des titres négociables	21 430	(312 967)
Diminution des liquidités grevées d'affectations d'origine externe pour le Fonds Pro Bono Law Ontario	-	136 659
Augmentation de la tranche à court terme des liquidités grevées d'affectations d'origine externe et des placements à court terme pour le Fonds de recours collectif	(211 291)	(165 171)
Augmentation des liquidités grevées d'affectations d'origine externe et des placements à court terme pour le Fonds de recours collectif	(104 951)	(2 195 538)
Diminution (augmentation) des liquidités grevées d'affectations d'origine externe et des placements pour le Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry	79	(5 081)
Acquisition d'immobilisations	(160 920)	(57 583)
	(6 404 897)	(13 107 534)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	(693 977)	395 568
Trésorerie - début de l'exercice	1 207 400	811 832
Trésorerie - fin de l'exercice	513 423	1 207 400

Notes complémentaires

31 décembre 2008

1 OBJECTIF DE L'ORGANISME

La Fondation du droit de l'Ontario (la « Fondation ») a été établie en 1973, en vertu d'une modification de la *Loi sur la Société du barreau*, à titre de société sans capital social. La Fondation a été créée pour recevoir les intérêts gagnés sur les montants détenus dans les comptes mixtes en fiducie d'avocats, et pour mettre sur pied et maintenir un fonds aux fins de l'éducation juridique et de la recherche en droit, de l'aide juridique et de l'établissement, du maintien et de l'exploitation de bibliothèques juridiques. La Fondation est un organisme sans but lucratif au sens du paragraphe 149.1(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et, à ce titre, est exonérée d'impôts.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Fondation ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

Constatation des produits

La Fondation applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour constater les produits. Les produits sont constatés dans les fonds respectifs lorsqu'ils sont reçus ou lorsque le montant à recevoir peut raisonnablement être estimé.

Soldes de fonds

Le Fonds de réserve, le Fonds des engagements futurs, le Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public, le Fonds des initiatives stratégiques, le Fonds de remboursement de dettes et le Fonds de rajeunissement sont des fonds grevés d'affectations d'origine interne (notes 10 à 15). Le Fonds de recours collectifs et le Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry sont des fonds grevés d'affectations d'origine externe (notes 16 et 17).

Intérêts gagnés sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats

Les intérêts gagnés sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats sont calculés et remis à la Fondation en fonction des conventions conclues avec les institutions financières. Les comptes mixtes en fiducie d'avocats n'appartiennent pas à la Fondation et ne sont pas administrés par cette dernière. Ainsi, la Fondation ne peut déterminer le montant des intérêts gagnés avant de recevoir un avis de chaque

institution financière à cet égard ainsi que le dépôt légal des avocats. Ces intérêts sont donc comptabilisés lorsqu'ils sont reçus par la Fondation.

Subventions

Les subventions aux fins de l'éducation juridique, de l'aide juridique, de la recherche en droit et des bibliothèques juridiques sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont autorisées.

Prélèvement sur les montants accordés

Le Fonds de recours collectifs a droit à un prélèvement de 10 % sur tout paiement ou règlement accordé au demandeur dans le cadre d'une poursuite subventionnée. Le prélèvement est comptabilisé lorsqu'il peut être déterminé par la Fondation.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, déduction faite du montant cumulé des amortissements. Le mobilier et les agencements sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 % par année. Le matériel informatique et les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée d'utilisation estimée de trois ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction utilise des estimations et des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, l'information fournie sur les éléments d'actif et de passif éventuels à la date du bilan ainsi que sur les montants des apports et des charges comptabilisés au cours de l'exercice. (La Fondation s'appuie sur des relevés bancaires pour comptabiliser les intérêts gagnés dans les comptes mixtes en fiducie d'avocats.) Les résultats réels pourraient être différents de ceux établis selon ces estimations et hypothèses.

Instruments financiers

Alors que les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, ils sont par la suite réévalués en fonction de leur classement et ajustés pour tenir compte de toute variation de valeur. Le classement des actifs et des passifs financiers dépend des fins auxquels les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques.

Notes complémentaires

Détenus à des fins de transaction

Les actifs et passifs financiers de cette catégorie sont acquis dans l'intention d'en tirer un profit. La Fondation peut également désigner comme actif ou passif financiers détenus à des fins de transaction lors de sa comptabilisation initiale, tout instrument financier dont la juste valeur peut se mesurer de façon fiable. Ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur, la variation de la juste valeur découlant de la fluctuation des prix à court terme étant immédiatement comptabilisée dans l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions.

Détenus jusqu'à leur échéance

Les instruments financiers de cette catégorie sont assortis d'une échéance fixe et de versements fixes ou déterminables, et la direction a l'intention de les conserver (et peut les détenir) jusqu'à leur échéance. Les actifs financiers classés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et le gain ou la perte est immédiatement comptabilisé dans l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions.

Prêts et créances et autres passifs

Cette catégorie comprend tous les prêts et créances, sauf les titres d'emprunt, et autres passifs qui ne sont pas classés comme placements détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et le gain ou la perte est immédiatement comptabilisé dans l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions.

Disponibles à la vente

Les actifs financiers classés comme actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur, laquelle représente le prix offert lorsque les actifs ont un prix coté sur un marché actif. Les placements disponibles à la vente dans des actions qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif sont évalués au coût. Le gain ou la perte découlant de l'évaluation ultérieure est constaté dans la variation des soldes de fonds et comptabilisé en résultat net de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. Tout gain ou perte de change lié à un instrument financier disponible à la vente est également constaté dans la variation des soldes de fonds et comptabilisé en résultat net de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. Les pertes de valeur associées à des instruments disponibles à la vente sont immédiatement comptabilisées dans l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions.

La Fondation a choisi de classer ses actifs et passifs financiers dans les catégories suivantes :

Actifs financiers

	Classement	Évaluation
Liquidités	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur
Intérêts à recevoir	Prêts et créances	Coût après amortissement
Liquidités et placements à court terme pour le Fonds de recours collectifs	Détenus jusqu'à leur échéance	Coût après amortissement
Placements à court terme	Détenus jusqu'à leur échéance	Coût après amortissement
Titres négociables	Détenus jusqu'à leur échéance	Coût après amortissement
Liquidités et placements pour le Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry	Disponibles à la vente	Juste valeur
Charges à payer	Prêts et créances	Coût après amortissement
Montant à payer à Aide juridique Ontario	Prêts et créances	Coût après amortissement
Subventions autorisées	Prêts et créances	Coût après amortissement

Modifications comptables futures

Chapitre 4400 - Présentation des états financiers des organismes sans but lucratif

En septembre 2008, l'ICCA a publié des modifications de plusieurs chapitres existants de la série 4400 relative à la présentation des états financiers des organismes sans but lucratif. Les modifications s'appliquent aux états financiers annuels pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009, et leur incidence sur les états financiers de la Fondation ne sera pas importante.

Notes complémentaires

3 MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Adoption de conventions comptables

Chapitre 1535 - Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2007, l'ICCA a publié le chapitre 1535, intitulé « Informations à fournir concernant le capital ». Le 1er janvier 2008, l'organisme a adopté les exigences de ce chapitre. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence quant à la comptabilisation des activités de la Fondation; toutefois, elle a donné lieu à l'ajout de la note 23.

Chapitre 3855 - Instruments financiers - comptabilisation et évaluation

Le 23 avril 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a modifié le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, intitulé « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation », afin de permettre aux organismes sans but lucratif de choisir de ne pas comptabiliser certains contrats non financiers à titre de dérivés et de ne pas comptabiliser certains éléments dérivés incorporés dans des contrats non financiers, des contrats de location ou des contrats d'assurance comme des dérivés incorporés. Si la Fondation n'avait pas choisi cette option, elle aurait été tenue de comptabiliser ses instruments financiers dérivés et dérivés incorporés conformément aux indications du chapitre 3855.

La Fondation a choisi d'adopter les modifications apportées au chapitre 3855 pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2008 et a ainsi choisi de ne pas comptabiliser certains contrats non financiers à titre de dérivés ni certains éléments dérivés incorporés dans des contrats non financiers, des contrats de location ou des contrats d'assurance comme des dérivés incorporés.

4 LIQUIDITÉS GREVÉES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE ET PLACEMENTS À COURT TERME POUR LE FONDS DE RECOURS COLLECTIFS

Les liquidités grevées d'affectations et les placements à court terme consistent en des liquidités et des acceptations bancaires dont les échéances sont semblables à celles décrites à la note 5 et sont grevées d'affectations externes pour les subventions du Fonds de recours collectifs. Les versements sont assujettis à l'approbation des subventions et au respect des conditions liées à celles-ci. Les liquidités grevées d'affectations comprennent un montant de 709 084 \$ (2007 - 497 793 \$) autorisé à des fins de subventions devant être versées au cours de l'exercice 2009.

5 LIQUIDITÉS GREVÉES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE ET PLACEMENTS POUR LE FONDS ROY ET RIA MCMURTRY ENDOWMENT FUND

Les liquidités grevées d'affectations et les placements consistent en des liquidités, des titres à revenu fixe et des actions. Les versements au titre des subventions sont fondés sur le revenu gagné au cours de l'exercice précédent. Les titres à revenu fixe se composent d'obligations et de billets de dépôt venant à échéance entre le 19 mai 2009 et le 8 mars 2016 et dont le taux d'intérêt nominal varie de 4 % à 4,69 % (2007 - 4 % à 4,69 %).

	2008	2007
	\$	\$
Liquidités grevées d'affectations	11 187	11 599
Placements à revenu fixe	67 741	69 965
Actions	44 188	41 631
	123 116	123 195

6 PLACEMENTS À COURT TERME ET TITRES NÉGOCIABLES

Les placements à court terme de la Fondation se composent de montants en espèces et d'acceptations bancaires s'élevant à 47 690 287 \$ (2007 - 41 741 583 \$). Le taux de rendement réel des acceptations bancaires de 38 012 357 \$ varie de 3,55 % à 5,5 % (2007 - 4,53 % à 4,82 %).

Les titres négociables de la Fondation comprennent des obligations totalisant 9 643 774 \$ (2007 - 9 668 604 \$) qui viennent à échéance entre le 9 février 2009 et le 8 mars 2017 et qui peuvent être liquidés en tout temps. Le taux d'intérêt nominal varie de 2,7 % à 6,4 % (2007 - 3,55 % à 6,65 %).

La Fondation suit un énoncé de politique de placement qui prévoit les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les lignes directrices relatives à la gestion de ces placements. Cet énoncé exige que tous les placements respectent les dispositions de la *Loi sur les fiduciaires* de l'Ontario et que certaines restrictions supplémentaires soient observées.

Notes complémentaires

7 IMMOBILISATIONS

	Amortissement		2008	2007
	Cout	cumulé	Valeur	Valeur
	\$	\$	comptable nette	comptable nette
			\$	\$
Mobilier et agencements	214 531	109 611	104 920	115 579
Matériel informatique	125 419	47 487	77 932	22 730
Logiciels	140 283	85 443	54 840	3 563
Améliorations locatives	275 349	75 733	199 616	211 595
	55 582	318 274	437 308	353 467

8 MONTANT À PAYER À AIDE JURIDIQUE ONTARIO

En vertu de l'article 55(3) de la *Loi sur la Société du barreau* (LRO 1990, chapitre L 8), 75 % des revenus nets reçus au cours de l'exercice découlant des intérêts reçus des comptes mixtes en fiducie d'avocats, déduction faite des frais d'exploitation, doivent être payés à Aide juridique Ontario. La provision de la quote-part des revenus nets à payer à Aide juridique Ontario est constatée tous les ans dans les comptes de la Fondation.

	2008	2007
	\$	\$
Intérêts sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats (déduction faite des frais de service de 2 863 525 \$ 2007 - 2 863 350 \$)	53 811 791	76 895 797
Charges	(2 040 969)	(1 378 974)
Intérêts, déduction faite des charges	51 770 822	75 516 823
Montant à payer à Aide juridique Ontario - début de l'exercice	447 617	561 931
Attribution de 75 % à Aide juridique Ontario	38 828 116	56 637 617
Montant payé à Aide juridique Ontario au cours de l'exercice	(39 247 617)	(56 769 494)
Montant à payer à Aide juridique Ontario	28 116	430 054
Annulation des subventions non dépensées dans le Fonds PBLO	—	17 563
Montant à payer à Aide juridique Ontario - fin de l'exercice	28 116	447 617

Notes complémentaires

9. SUBVENTIONS AUTORISÉES

Les subventions autorisées se composent des éléments suivants ::

	Fonds non grevé d'affectations \$	Fonds de rem- boursement de dettes \$	Fonds des engagements futurs \$	Fonds de rajeunis- sement \$	Fonds Roy et Ria McMurtry \$	Fonds des initiatives stratégiques \$	Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public \$	Fonds de recour collectifs \$	2008 Total \$	2007 Total \$
Début de l'exercice	11 169 305	155 000		22 500	5 000	2 266 164	548 400	497 791	14 664 160	11 445 882
Subventions autorisées	8 251 898	180 000	2 879 445	74 443	10 000	15 000	530 830	778 004	12 719 620	14 744 582
Versements	(5 757 276)	(50 000)	(2 879 445)	(15 191)	(5 000)	(710 264)	(219 789)	(488 206)	(10 125 171)	(10 130 627)
Subventions contrepassées	(397 130)			(3 809)		(71 376)		(78 505)	(550 820)	(1 395 677)
Fin de l'exercice										
Subventions autorisées	13 266 797	285 000		77 943	10 000	1 499 524	859 441	709 084	16 707 789	14 664 160
Déduire :										
Subventions à long terme autorisées	(330 000)	(60 000)					(245 000)		(635 000)	(675 084)
Subventions à court terme autorisées	12 936 797	225 000		77 943	10 000	1 499 524	614 441	709 084	16 072 789	13 989 076

10 FOND DE RÉSERVE

En 1981, les fiduciaires de la Fondation ont établi un fonds pour les éventualités futures et les bénéficiaires de ses subventions qui sont affectées à l'éducation juridique, à la recherche juridique et aux bibliothèques juridiques. Ce fonds a été créé et est maintenu au moyen de sommes représentant 25 % des apports nets devant être réservés pour ces bénéficiaires.

11 FOND DES ENGAGEMENTS FUTURS

En 2004, les fiduciaires de la Fondation ont établi un fonds pour détenir des sommes affectées du Fonds d'administration générale - non grevé d'affectations, en vue de budgétiser les programmes de financement qui s'étendent au-delà d'une année. Les programmes de financement pluriannuels continueront d'être officiellement approuvés et comptabilisés sur une base annuelle, mais les fonds seront tirés du Fonds des engagements futurs plutôt que du Fonds d'administration générale - non grevé d'affectations.

Notes complémentaires

12 FONDS DE BOURSES DE STAGES EN DROIT D'INTÉRÊT PUBLIC

En 2005, les fiduciaires de la Fondation ont établi un Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public d'une durée initiale de quatre ans. Les bourses ont été décernées uniquement aux organismes admissibles qui n'ont pas accès à d'autres ressources pour financer des postes de stagiaires. La somme de 2 000 000 \$ a été affectée du Fonds d'administration générale – non grevé d'affectations en vue du financement du programme pour la période initiale de quatre ans.

13 FONDS DES INITIATIVES STRATÉGIQUES

En 2005, les fiduciaires de la Fondation ont établi un fonds pour détenir des sommes affectées du Fonds d'administration générale – non grevé d'affectations, en vue de budgétiser de nouvelles initiatives stratégiques.

14 FONDS DE REMBOURSEMENT DE DETTES

En 2006, les fiduciaires de la Fondation ont établi un fonds pour aider les récents diplômés en droit à respecter leurs obligations en matière de remboursement de leurs dettes d'études. Seuls les diplômés qui poursuivent une carrière dans le domaine du droit d'intérêt public en Ontario sont admissibles à une aide aux termes de ce fonds. Le fonds est financé à partir du Fonds d'administration générale – non grevé d'affectations.

15 FONDS DE RAJEUNISSEMENT

En 2008, le Fonds de rajeunissement a été créé afin de fournir aux bénéficiaires de subventions admissibles un accès à l'infrastructure humaine et organisationnelle de la Fondation dans le but d'optimiser le rendement et l'efficacité; ce soutien englobe notamment le perfectionnement professionnel, des services-conseils, des mises à niveau technologiques ainsi que des acquisitions et des améliorations d'immobilisations. Le fonds est financé à partir du Fonds d'administration générale – non grevé d'affectations.

16 FONDS DE RECOURS COLLECTIFS

Le Fonds de recours collectifs (le « Fonds ») a été créé en 1993 en vertu d'une modification de la Loi sur la Société du barreau afin de fournir un soutien financier aux demandeurs en recours collectifs en ce qui a trait aux débours engagés et aux paiements aux défendeurs relativement aux attributions de dépens visant les

demandeurs subventionnés. Si un recours subventionné est réglé ou remporté, les subventions relatives aux débours qui ont déjà été accordées sont recouvrables et les subventions relatives aux débours en cours à payer sont annulées. De plus, la Fondation a droit à un prélèvement de 10 % sur tout paiement ou règlement accordé au demandeur dans le cadre d'une poursuite subventionnée.

En 2008, le Fonds a recouvré un paiement de subvention relativement à des débours d'un exercice précédent de 13 218 \$ (2007 – 331 907 \$). Le Fonds a versé des attributions de dépens de 243 526 \$ (2007 – 27 083 \$) visant des demandeurs subventionnés. Le Fonds a reçu un prélèvement de 1 088 506 \$ (2007 – 1 971 192 \$) sur le paiement de règlements à des demandeurs subventionnés.

17 FONDS DE DOTATION ROY ET RIA MCMURTRY

En 2005, la Fondation a établi le Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry en l'honneur du juge en chef et de Madame McMurtry, lorsque le juge en chef a reçu le prix Guthrie de 2005 de la Fondation du droit de l'Ontario. À partir des intérêts gagnés par le Fonds, des subventions seront accordées, conformément à la mission de la Fondation, pour appuyer le travail accompli par un organisme choisi par le juge en chef et Madame McMurtry. De plus, une bourse annuelle de 5 000 \$ sera accordée à un étudiant choisi, par rotation, parmi les facultés de droit.

18 INTÉRÊTS SUR LES COMPTES MIXTES EN FIDUCIE D'AVOCATS

La Fondation du droit de l'Ontario négocie des taux d'intérêt et des frais de service avec chaque établissement financier afin d'obtenir un taux de rendement net concurrentiel.

Notes complémentaires

19 FONDS GREVÉS D'AFFECTATIONS D'ORIGINE INTERNE – SUBVENTIONS AUTORISÉES

	2008	2007
	\$	\$
Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public	530 830	486 500
Fonds des initiatives stratégiques	(56 376)	2 979 139
Fonds de remboursement de dettes	180 000	180 000
Fonds des engagements futurs	2 879 445	971 817
Fonds de rajeunissement	70 634	22 500
	3 604 533	4 639 956

20 ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION

La Fondation a des obligations en vertu d'un contrat de location-exploitation non résiliable. Le loyer annuel minimal à l'égard de locaux exigible au cours de chacun des cinq exercices à venir s'établit comme suit :

	\$
2009	74 100
2010	74 100
2011	74 100
2012	76 633
2013	81 700

21 ÉVENTUALITÉS

Le Fonds de recours collectifs (le « Fonds ») devient éventuellement responsable des attributions de dépens défavorables visant le demandeur dans le cadre d'une poursuite, une fois que le financement a été accordé par le comité de recours collectifs au demandeur. Au 31 décembre 2008, le Fonds demeurait exposé à des attributions de dépens défavorables dans le cas de poursuites subventionnées. Dans toutes les poursuites, la probabilité d'une perte ne peut être déterminée. Toute perte sera comptabilisée dans l'exercice où elle sera établie.

22 INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La valeur comptable des instruments financiers de la Fondation correspond approximativement à leur juste valeur (sauf en ce qui a trait aux titres négociables, tel qu'il est indiqué au bilan) en raison de l'échéance immédiate ou à court terme de ces instruments financiers.

Risque lié aux taux d'intérêt

La Fondation est exposée à un risque lié aux taux d'intérêt à l'égard de ses placements à court terme. Les variations du taux de base auront une incidence positive ou négative sur les revenus de placement de la Fondation. Une telle exposition augmentera en conséquence si la Fondation maintient des niveaux plus élevés de placements à court terme à l'avenir.

23 GESTION DU CAPITAL

Puisque la Fondation est une entité sans but lucratif, ses activités sont tributaires d'apports annuels de revenus. Depuis sa création, la Fondation a constitué des fonds non grevés d'affectations. Elle maintient en outre des soldes de fonds auxquels elle peut avoir recours, à la discrétion du conseil d'administration, tel qu'il est décrit aux notes 10 à 15. Les fonds grevés d'affectations d'origine externe de la Fondation sont décrits aux notes 16 et 17. La Fondation est en conformité avec les restrictions imposées par ces fonds.

Remerciements

La Fondation du droit de l'Ontario tient à remercier toutes les personnes qui ont bénévolement consacré du temps à nos diverses initiatives en 2008. En tant que représentants, membres des comités ou conseillers, ces gens ont mis en valeur la promotion de l'accès à la justice pour tenter de réaliser nos objectifs.

Donald R. Fawcett
P. A. Neena Gupta
Peter W. Heisey
L'honorable Frank Iacobucci
L'honorable Susan E. Lang

L'honorable Brian W. Lennox
Sarah McCoubrey
L'honorable R. Roy McMurtry
Le doyen Patrick J. Monahan
L'honorable Katherine E. Swinton

Récipiendaire du prix Guthrie 2008



La Fondation a eu le plaisir de choisir A. Alan Borovoy, ancien chef du contentieux de l'Association canadienne des libertés civiles (CCLA), comme récipiendaire du prix Guthrie 2008. Le prix Guthrie a été créé en 1996 en l'honneur de l'ancien fiduciaire et président de la Fondation, H. Donald Guthrie, et ce prix est décerné à des particuliers ou organismes qui fournissent au public des services d'administration de la justice exceptionnels, ayant apporté une contribution spéciale dans l'accès à la justice et l'excellence dans la profession juridique.

Pendant sa brillante carrière de 40 ans auprès de la CCLA, Alan Borovoy a toujours défendu les droits et libertés des gens qui n'auraient pas pu se défendre eux-mêmes et il a consacré beaucoup de temps et d'énergie à convaincre les citoyens ordinaires à s'engager envers des causes. Grâce à son grand leadership, Alan Borovoy a aidé à faire de la CCLA l'organisme le plus reconnu au Canada pour la liberté d'expression.

